

Proposition de motions d'orientation Alternatiba ANV COP21 / 2019 -2022

Contribution Alternatiba ANV Saint Étienne Loire Sud www.alternatiba42.fr

Voir [argumentaire ici](#)

Liste des signataires

| | | | | |
|------------------------|--------------------------|---------------------------|---------------------|--------------------|
| Arnaud Bernard | Besette Corinne | Coudroy Michel | Gord Nathalie | Pascalon Françoise |
| Banuls Thomas | Bonjour Évelyne | Fabien Yann | Gouyet Christine | Peyrache Michel |
| Barthale Jean-François | Bony Fabienne et Vincent | Faure-Nicolier Marie-Jo | Grivet Gérard | Pivette Ana |
| Bayle Agnès | Caldini Simon | François Brice | Mallet Jean | Reghem Bruno |
| Berruyer Marie-Hélène | Champion Monique | Gamba Coralie | Manevy Marie-Pierre | Riocreux Évelina |
| Besonhe Gilles | Colombini Christine | Gelin Elisabeth et Pascal | Marty Joël | |

Liste des co-signataires

Motion 1 :

Déclaration d'engagement du mouvement

L'extrait d'interview de Cyril Dion sur J-Terre [accessible ici](#) le confirme. Le système capitaliste est au cœur du problème, et ce système n'a pas les capacités d'inverser la tendance par lui-même, trop enkysté ou intrinsèquement lié à la logique de croissance et de profit à court terme, qui sont ses propres moteurs.

Êtant conscient.e.s de l'urgence extrême dans laquelle nous nous trouvons, en termes climatiques, écologiques et humains,

- conscient.e.s que le système économique et financier international, par l'ampleur du réchauffement climatique qu'il engendre et par son emprise toute-puissante sur les décisions des États et des peuples, mène l'ensemble de l'humanité vers une probable fin tragique ou cataclysmique,
- conscient.e.s que ce système économique et financier, visant l'accumulation des richesses et des profits par quelques-un.e.s, poussant à la croissance sans fin et à l'exploitation des ressources jusqu'à leur épuisement, amène à court terme à un risque majeur d'effondrement global, systémique, structurel, économique et écologique,
- conscient.e.s de l'extrême fragilité dans laquelle ce système laisse l'ensemble des communautés humaines, devenues hyper-dépendantes des circuits de production et de distribution mondialisés et souvent incapables de répondre par elles-mêmes à leurs besoins essentiels et vitaux sur leurs territoires,
- conscient.e.s que le maintien de ce système économique et financier comme moteur de tous les choix humains, est totalement incompatible avec la lutte urgente et radicale à mener pour ne pas dépasser le seuil des +1,5°C, au-delà duquel rien ne sera plus maîtrisable,

nous, membres du mouvement Alternatiba et Action Non-Violente COP21, nous nous engageons à participer activement au développement d'un grand mouvement de révolution non-violente, citoyenne, sociale et écologique d'ampleur internationale, visant :

1. la multiplication de **campagnes d'actions symboliques et de désobéissance civile, ciblées ou de masse, 100 % non-violentes**, capables de faire barrage aux projets et aux situations les plus significatives ou dévastatrices du système dont nous devons nous défaire, ainsi que d'affirmer et de populariser l'idée qu'il est urgent de faire rupture avec ce système et de construire l'alternative dont nous avons besoin...
2. **La co-construction d'un « grand projet sociétal alternatif » du local à l'international**, visant la concrétisation rapide d'une alternative démocratique, écologique, économique, sociale et solidaire. Ce grand plan citoyen pourrait impliquer d'une part, un travail d'élaboration collective internationale par les personnes les plus compétentes et expertes sur le plan théorique et pratique dans les différents domaines concernés, et d'autre part, la mise en œuvre de « Fabriques Citoyennes des Communs » à travers tous les territoires...

Motion 2

Le mouvement opte pour associer aux objectifs spécifiques de l'ensemble de ses actions, actions non-violentes, de désobéissance civile ou de mise en valeur et développement des alternatives, la perspective globale de changement de système dans laquelle elles s'inscrivent :

L'objectif est d'affirmer à toute occasion, d'une part, l'incompatibilité du système économique et financier dominant avec la lutte pour la survie de l'humanité, et d'autre part, l'impérative nécessité de construire une alternative globale qui puisse permettre aux humains de vivre autrement demain, sur tous les territoires et tous les continents.

En absence d'instance judiciaire internationale à ce jour compétente en la matière, l'un des axes de la pression citoyenne à faire grandir pourrait concerner une demande « d'arrêt, de jugement et de condamnation à réparation » à l'encontre de l'ensemble du système économique et financier responsable du grand désastre qui s'annonce, en vue de financer les considérables efforts nécessaires à l'échelle internationale pour tenir l'objectif de non dépassement du seuil de +1,5°C.

Motion 3

Le mouvement opte pour le développement de campagnes d'action de désobéissance civile « phares », pouvant être facilement multipliées sur tous les territoires, avec faibles risques judiciaires pour les activistes, pouvant devenir emblématique de notre mouvement.

Il s'agit de développer les actions de désobéissance, de type réquisition de chaises contre les paradis fiscaux ou de portraits du Président pour inaction face au réchauffement climatique, obligeant les institutions ou entreprises visées à nous poursuivre en justice, avec une chance importante de pouvoir retourner les procès contre les responsables des problématiques majeures que nous mettons en lumière par nos actes délictueux symboliques.

La lutte contre l'évasion fiscale et les paradis fiscaux, emblématique du système qui mène l'humanité à sa perte au nom des profits d'une minorité, pourrait être reprise comme prioritaire, du fait de sa forte capacité à faire converger les différentes préoccupations et luttes sociales et écologiques.

Elle pourrait être étendue à l'exigence d'arrêt des rémunérations exorbitantes des dirigeants et des distributions de dividendes pour toute activité néfaste pour le climat et creusant les inégalités sociales, en vue de récupérer les moyens nécessaires pour mener rapidement la lutte contre le réchauffement climatique et la justice sociale.

Motion 4

Parallèlement au développement des actions non-violentes et de désobéissance civile, le mouvement opte pour multiplier les formations et les groupes de réflexion stratégique impliquant le plus grand nombre, en vue de pouvoir construire un rapport de force non-violent capable d'aboutir au changement radical de système nécessaire.

L'objectif est de permettre à toutes et tous de mieux comprendre et de s'appropriier les méthodes de l'action non-violente en dehors des considérations trop souvent moralisatrices ou dogmatiques, ressenties parfois comme servant le système dont on souhaiterait se défaire.

Motion 5

Le mouvement opte pour l'élaboration théorique et pratique d'un « projet sociétal alternatif global ».

L'élaboration de ce « programme constructif » doit permettre de répondre au plus vite aux besoins collectifs des populations sur tous les territoires et tous les continents, hors capitalisme, hors pétrole et hors nucléaire...

Les grands contours de ce « projet sociétal alternatif » alliant communs coopératifs et gestion collective des ressources au bénéfice de l'intérêt du plus grand nombre, sont tracés et reconnus par nombre de chercheuses et chercheurs, ainsi que d'actrices et acteurs de terrain, à savoir :

1. Réorganisation des modes d'organisation démocratique mettant les citoyen.ne.s au centre des processus de décision et de contrôle des engagements pris
2. Sauvegarde écologique et résilience alimentaire et énergétique sur tous les territoires
3. Gestion collective des institutions, des services, comme des systèmes de production, pour les mettre au service des besoins des populations plutôt que des intérêts des investisseurs

Concrètement le mouvement pourrait s'engager dans deux directions :

1. Soutenir la mise en commun, au niveau national et international, de toutes les réflexions, propositions et expérimentations pratiques, qui puisse permettre d'aboutir à un référentiel argumenté et concret, facilement accessible à toutes et tous, concernant comment construire une alternative prometteuse face au système dévastateur qui nous mène à l'extinction
2. Soutenir la mise en place sur tous les territoires de « fabriques de communs coopératifs, alternatifs, écologiques, sociaux et solidaires », visant l'appropriation, l'amélioration pratique, le développement et la concrétisation locale des propositions et orientations élaborées nationalement et internationalement.

Dans le contexte économique existant, ces « fabriques de communs » pourraient être financées par les apports et cotisations régulières de la part de toutes celles et ceux qui le peuvent. Des systèmes de participation, d'accompagnement et de suivi de ces « fabriques de communs » pourraient être développés, incluant des instances tirées au sort... A plus long terme d'autres modes de financement et de mise en commun des moyens pourraient être imaginés et constitués, hors échanges monétaires classiques : coopératives intégrales, assemblées communalistes ou communautés de bases...

Motion 6

Le mouvement opte pour mettre en œuvre un travail spécifique à l'égard des partis politiques potentiellement concernés par nos options, visant la refondation de l'État et des institutions dans une perspective de démocratie réellement participative pouvant permettre d'aboutir aux transformations nécessaires face aux immenses défis de notre temps.

En dehors de toute logique partisane, le mouvement souhaite saisir l'opportunité d'engager la mutation démocratique, sociale, écologique et solidaire nécessaire suite aux prochaines élections présidentielles.

Pour cela, il propose de construire une pression citoyenne capable d'imposer à l'ensemble des partis concernés l'organisation d'une union stratégique visant une victoire électorale dont l'objectif prioritaire serait l'élaboration d'une nouvelle constitution à la hauteur des enjeux. Le travail organisé sur plusieurs mois suite à la victoire électorale espérée, impliquant l'ensemble des citoyen.ne.s sur tous les territoires, devrait aboutir à un projet de constitution à valider par référendum et donnant lieu à de nouvelles élections respectant les règles qui inaugurerait le nouveau mode de fonctionnement institutionnel, économique et social à mettre en œuvre pour servir le bien commun.

L'objectif de cette union stratégique serait de permettre, dans le contexte électoral existant, de remporter les élections concernées, avec le soutien et sous le contrôle du mouvement citoyen dont le mouvement pourrait être l'un des animateurs privilégiés.